

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BICPE/LT

**Arrêté préfectoral imposant à la société VIVIEN PAILLE (ex SOUFFLET ALIMENTAIRE)
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son
établissement situé à VALENCIENNES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;
- Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;
- Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;
- Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 mai 2008 accordant à la S.A. SOUFFLET ALIMENTAIRE l'autorisation de procéder à une extension de ses activités à Valenciennes ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 2019 imposant à la société SOUFFLET ALIMENTAIRE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Valenciennes ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 juin 2021 imposant à la société SOUFFLET ALIMENTAIRE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Valenciennes ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;
- Vu le dossier de demande du 27 mai 2014 de la société SOUFFLET ALIMENTAIRE pour son site Valenciennes pour la rubrique 3642 ;
- Vu la demande du 17 mai 2022 de la société SOUFFLET ALIMENTAIRE concernant les évolutions du projet au regard de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2021 et son dossier à l'appui ;
- Vu les avis du SDIS du 30 janvier 2023 et du 9 février 2023 sur ce dossier ;
- Vu la demande du 16 février 2023 de la société VIVIEN PAILLE concernant un changement de dénomination sociale et une modification sur le dimensionnement de la défense incendie ;
- Vu le rapport du 23 mars 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 10 juin 2024 ;

Vu l'absence d'observation ;

Considérant ce qui suit :

1. la modification n'est pas jugée substantielle car ne répond pas aux critères de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, à savoir que la modification :
 - ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;
 - n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;
2. le projet respecte la réglementation applicable à ses activités ;
3. il est toutefois nécessaire d'imposer des prescriptions complémentaires afin d'encadrer les modalités de mise en œuvre de cette modification ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société VIVIEN PAILLE dont le siège social est situé à VALENCIENNES (59302), 41 rue du petit Bruxelles, BP 79 est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date du 5 mai 2008 modifiées et complétées par celles du présent arrêté et de son annexe 1, à exploiter sur le territoire de la commune de VALENCIENNES (59302), 41 rue du petit Bruxelles, BP 79, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de VALENCIENNES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de VALENCIENNES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **05 JUL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

P.J :

- **Annexe 1** : Prescriptions applicables (corps de l'arrêté)

Guillaume AFONSO

ANNEXE 1

Article 1 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté du 5 mai 2008 modifié	1.2.1	Article 2 – modification de la rubrique 1510
	7.7.4	Article 6 – modification des moyens d'extinction
	7.7.7.2	Article 3 – modification sur les rétentions et confinement
	8.2	Article 4 – modification des surfaces et volume du nouvel entrepôt.
	8.2.3.12.2.1	Article 5 – modification d'une voie engin

Article 2 Activités autorisées

La ligne de la rubrique 1510 du tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2008 modifié est remplacée comme suit :

Rubrique de classement	Libellé en clair de l'installation	capacité	régime
1510-2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Le volume des entrepôts de stockage se compose : 1 Entrepôt de stockage de produits finis de surface totale 6 767 m ² composé de 2 cellules : – 1 cellule de 2 327 m ² (volume de 32 210 m ³) – 1 cellule 4 440 m ² (volume de 61 450 m ³) 1 Entrepôt de stockage des matières brutes et semi-usinées composé d'une seule cellule de 2 032 m ² (volume de 18 250 m ³) Un nouvel entrepôt de réception des matières premières et emballages en mélange composé d'une seule cellule de 3 094 m ² (volume de 35 593 m ³) Dont le stockage de films plastiques de 400 m ³ Total: 147 503 m³	E

Article 3 Confinement

L'article 7.7.7.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2008 modifié est modifié comme suit :

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Ce volume est de 1 290 m³.

Le nouvel entrepôt ne dispose pas de réseau d'eau. La rétention du bâtiment se fait par un muret périphérique composé par une longrine de minimum 20 cm de haut sur une épaisseur de 15 à 20 cm sur toute la périphérie du bâtiment.

Article 4 Entrepôts 1510 (cellules de stockage de produits finis et matières premières)

Le premier alinéa du chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2008 modifié est modifié comme suit :

« Les entrepôts de stockage repris sous la rubrique 1510 se composent :

- d'un entrepôt de stockage de produits finis d'une surface totale de 6 767 m² (volume de 93 660 m³) composé de 2 cellules :
 - 1 cellule de 2 327 m² (volume de 32 210 m³),
 - 1 cellule 4 440 m² (volume de 61 450 m³),
- d'un entrepôt de stockage des matières brutes et semi-usinées composé d'une seule cellule d'une surface de 2 032 m² (volume de 18 250 m³),
- d'un nouvel entrepôt de réception de matières premières et emballages en mélange composé d'une seule cellule d'une surface de 3 094 m² (volume de 35 593 m³). »

Article 5 Voie égin

La phrase suivante est ajoutée à l'article 8.2.3.12.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2008 modifié :

« En adaptation de l'article 3.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, la largeur de la voie égin à proximité de la zone de traitement CO₂ est de 5,69 m au lieu de 6 m. »

Article 6 Moyens de détection et d'extinction

Le premier tiret du premier alinéa de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2008 est modifié comme suit :

« La quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction de l'entrepôt projeté doit être au minimum de 180 m³ utilisables pendant deux heures (90 m³/h). Les moyens permettant d'assurer la défense extérieure contre l'incendie sont les suivants :

- un poteau d'incendie privé d'un débit de 60 m³/h minimum ;
- un point d'aspiration sur le canal de l'Escaut disposant d'une aire de mise en aspiration en accord avec la mairie de Valenciennes, située devant l'entrée administrative du site ;
- une réserve incendie privée de 240 m³ sur site. »